

CPGE • Université • Concours

PERSPECTIVES

INTRODUCTION AUX SCIENCES ÉCONOMIQUES

en fiches

- Grands courants
- Auteurs fondamentaux
- Notions clés

Jean-Baptiste Chaniot



Les principaux courants de l'économie

1. Le courant mercantiliste

Si les avis divergent pour donner au courant mercantiliste l'homogénéité d'une véritable école économique, les penseurs mercantilistes ont profondément influencé leur époque et contribué à définir de nombreux concepts rendant compte de la richesse des nations. Leurs principaux chefs de file furent l'Espagnol Luis Ortiz, le Français Jean Baptiste Colbert (1619-1683) et le britannique William Petty (1623-1687). Les mercantilistes s'inscrivirent dans une période de stagnation économique européenne : selon les statistiques d'Angus Maddison, le produit intérieur brut français par tête ne varia pratiquement pas entre 1500 et 1700. Dans ce contexte de relatif marasme économique, la principale préoccupation des auteurs mercantilistes fut d'identifier et de stimuler les sources de la création de richesses.

Les trois facteurs de croissance pointés par les mercantilistes sont l'abondance en hommes, l'abondance en argent et l'intervention de l'État. Jean Bodin (1529-1596) affirme d'abord qu'il « *n'y a richesse ni force que d'hommes* »¹ dans la mesure où le dynamisme démographique soutient la production et garantit la stabilité de la société en réduisant les risques de sédition. Pour démodée qu'elle puisse paraître, l'idée que la démographie fonde la puissance d'une nation est restée essentielle jusqu'au milieu du xx^e siècle : plusieurs historiens ont attribué la rapidité de la défaite française contre l'Allemagne nazie en 1940 à la faiblesse démographique résultant de la première guerre mondiale². L'abondance en argent est ensuite l'une des préoccupations majeures de Jean-Baptiste Colbert, surintendant des finances

1. Jean Bodin, *Les six livres de la République*, Livre II, tome 5, 1576.

2. C'est une explication avancée en particulier par Marc Bloch, *L'étrange défaite*, 1940, et anticipée par Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, 1920.

de Louis XIV, pour qui « *il faut attirer [l'argent] du dehors et le conserver au-de-dans* » : la richesse d'une société se mesure en effet à la quantité d'argent qu'elle parvient à accumuler.

La nécessité d'une intervention publique découle alors naturellement, dans la mesure où celle-ci peut affermir la vigueur démographique et le stock de métaux précieux : des politiques natalistes ou de santé publique dopent en effet la croissance démographique tandis que les subventions à l'industrie stimulent les exportations et, finalement, l'afflux de métaux précieux dans le pays.

2. L'École physiocratique

L'école physiocratique suit de peu le courant mercantiliste et constitue la première véritable école de pensée économique. Elle s'est développée en France au XVIII^e siècle sous l'inspiration de François Quesnay¹ (1694-1774) et aboutit à des conclusions diamétralement opposées aux préconisations mercantilistes. Étymologiquement, le terme *physiocratie* signifie le gouvernement de la nature : par opposition aux mercantilistes qui ont largement insisté sur l'importance de l'industrie dans le développement économique, les physiocrates attribuent un rôle décisif aux paysans qui sont les seuls créateurs de richesse. À la différence des industriels et des propriétaires terriens, les agriculteurs sont en effet les seuls membres de la société à dégager une valeur supérieure à ce qui est nécessaire pour assurer leur production. Dès lors, la richesse d'un État dépend exclusivement de l'importance du produit net dégagé par l'agriculture : c'est ce qui fit dire au duc de Sully, principal ministre d'Henri IV² : « *labour et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée* ».

Loin de plaider en faveur d'une intervention de l'État, les physiocrates reprochent vivement aux industriels de plaider en faveur de restrictions à la liberté d'échange qui est pourtant au fondement de l'activité économique. Au contraire, les physiocrates affirment qu'une saine concurrence, en garantissant des débouchés nombreux aux agriculteurs, accroît la production et donc la création de richesses ; dans le même temps, le libre échange des matières agricoles évite les disettes. Les physiocrates défendent donc vigoureusement

1. La théorie de François Quesnay est notamment exposée dans son ouvrage *Tableau économique* paru en 1758.

2. Maximilien de Béthune (1559-1641), duc de Sully et maréchal de France, est un militaire protestant français qui devint l'un des principaux conseillers d'Henri IV.

la libre circulation du blé qui est introduite en France en 1763. Celle-ci fut néanmoins accusée d'avoir provoqué les disettes urbaines de 1768-1769 ; l'influence des physiocrates dans l'économie déclina donc logiquement à partir du début des années 1770.

3. L'École classique

L'école classique se développe de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle grâce à de nombreux auteurs devenus célèbres dont Adam Smith (1723-1790), Jean Baptiste Say (1767-1832) et David Ricardo (1772-1823)¹. Leurs travaux sont publiés à une époque où des progrès économiques palpables se font sentir : les premières innovations, notamment dans le domaine industriel, et la découverte de nouvelles sources d'énergie comme le charbon, conduisent ainsi à une légère accélération de la croissance économique qui atteint 0,4 % par an en moyenne au Royaume Uni pendant la seconde moitié du XIX^e siècle contre 0,2 % pendant la première moitié du XIX^e siècle.

En dépit de la diversité de leurs concepts et de leurs théories économiques, ces différents penseurs se rejoignent pour dénoncer avec force l'intervention publique dans l'économie. Plus précisément, ils énoncent que l'action de l'État doit se borner au minimum nécessaire pour garantir le bon fonctionnement du marché. Ce dernier assure à leurs yeux une allocation efficace des ressources, source de maximisation du bien-être collectif : il convient donc de le laisser fonctionner librement et d'assurer une saine concurrence entre les producteurs. Adam Smith et David Ricardo recommandent notamment d'abaisser les droits de douane internationaux pour permettre la division du travail, l'échange international et, finalement, la richesse des nations.

1. On a omis ici de mentionner Karl Marx dont la pensée est à l'intersection des idées économiques des classiques anglais, des idées philosophiques allemandes et des théories des socialistes français. Une fiche plus précise lui est consacrée dans les pages suivantes.

4. L'École marginaliste

L'école marginaliste tire son nom du concept central autour duquel elle s'est articulée : l'utilité marginale. Notamment dirigée par le Britannique William Stanley Jevons (1835-1882), l'Autrichien Carl Menger (1840-1921) et le Français Léon Walras (1834-1910), l'école marginaliste utilise les outils de l'analyse mathématique pour mieux comprendre la formation d'un équilibre entre l'offre et la demande sur les marchés. S'agissant de la demande, les marginalistes considèrent par opposition aux classiques que la valeur des biens ne réside pas dans le travail requis pour les fabriquer, mais dans l'utilité que ces biens apportent à leurs consommateurs. Or, l'utilité marginale, c'est-à-dire le supplément d'utilité retiré de l'accroissement de la consommation d'un bien, diminue avec la quantité consommée : plus un agent augmente sa consommation d'un bien, moins le plaisir qu'il en retire est fort en raison d'un effet de satiété. De là, les marginalistes déduisent que la fonction de demande des consommateurs est décroissante selon le prix du bien.

S'agissant de l'offre, les marginalistes considèrent que les entreprises cherchent essentiellement à maximiser leur profit. Dès lors, les entreprises n'ont intérêt à produire davantage que si l'unité supplémentaire produite rapporte davantage que ce qu'elle n'a coûté : en termes techniques, il faut que le bénéfice marginal excède le coût marginal. Or, le bénéfice marginal de la production d'une unité supplémentaire est le prix de vente qui est indépendant de l'entreprise puisqu'il s'établit sur le marché d'après la rencontre entre l'offre et la demande ; au contraire, le coût marginal est supposé croissant selon les quantités. Dès lors, l'offre est une fonction croissante du prix : plus il est élevé, plus la quantité pour laquelle le bénéfice marginal excède le coût marginal est grande. De la rencontre entre la demande, strictement décroissante selon le prix, et l'offre, strictement croissante selon le prix, découle la formation d'un équilibre marchand.

5. L'École schumpétérienne

L'école schumpétérienne se déploie à la suite de l'économiste Joseph Aloïs Schumpeter, qui est resté célèbre pour ses travaux portant sur l'innovation. Il soutient que la « *destruction créatrice* », c'est-à-dire le remplacement permanent des anciennes formes et méthodes de production, est la « *donnée fondamentale du capitalisme* », qui met en mouvement l'économie et définit une concurrence vigoureuse entre les entreprises. Schumpeter

s'oppose ce faisant à l'analyse de la concurrence suggérée par les marginalistes, pour qui les entreprises se font concurrence par les prix et non par les qualités des produits qu'elles vendent : au contraire, Schumpeter affirme que la source de la concurrence réside dans la différence radicale des produits apportés par les nouvelles firmes. Nécessaire et profitable au développement de l'économie, la destruction créatrice conduit néanmoins à la disparition de nombreuses entreprises et de métiers pour lesquels la reconversion peut être délicate¹.

Les intuitions schumpétériennes sont formalisées mathématiquement par les économistes néo-schumpétériens à partir du début des années 1990. En particulier, le Français Philippe Aghion et le Canadien Peter Howitt se sont employés à démontrer que le niveau d'innovation d'une économie ne saurait être optimal en l'absence d'intervention publique en raison de l'existence de deux forces contradictoires. En améliorant l'efficacité productive, l'innovation génère d'une part une externalité positive, c'est-à-dire un effet bénéfique pour l'ensemble de la société que l'inventeur ne peut s'approprier ; en rendant obsolète des entreprises et des métiers, elle génère d'autre part une externalité négative, c'est-à-dire un effet préjudiciable dont l'inventeur ne tient pas compte dans sa décision d'invention. En pratique, les néo-schumpétériens considèrent que le premier effet tend à l'emporter, en sorte que l'intervention publique est nécessaire pour atteindre un niveau optimal d'innovation. Par une politique de brevets ainsi que par une régulation fine de la concurrence tenant compte du niveau de développement des sociétés, l'État peut contribuer à doper le niveau d'innovation².

6. L'École keynésienne

L'école keynésienne théorise l'importance de l'intervention publique dans l'économie à la suite de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946). Pour ce dernier, la violente crise financière de 1929, qui frappe d'abord les États-Unis avant de s'étendre au continent européen, démontre les dangers liés à une économie de marché dérégulée. Par opposition à l'école classique et à l'école néoclassique, qui supposent que le libre jeu des forces marchandes conduit naturellement à un équilibre bénéfique à tous

1. Ce propos liminaire peut être utilement complété en lisant la fiche consacrée à Joseph Aloïs Schumpeter.
2. Ces mécanismes sont étudiés plus précisément dans la fiche consacrée à l'innovation.

les membres de la société, Keynes identifie l'existence d'équilibres de sous-emploi, c'est-à-dire d'états économiques durables dans lesquels un chômage de masse naît et se maintient. Un tel équilibre s'inscrit dans la théorie de la demande effective : pour Keynes, le volume d'emploi dépend des décisions d'investissement des entreprises, qui sont fixées selon les anticipations des entrepreneurs : lorsque les perspectives économiques sont mauvaises, les entrepreneurs ont tendance à débaucher du personnel, ce qui comprime les revenus, réduit la demande et, finalement les revenus des entreprises qui sont de nouveau conduites à licencier leur personnel.

Pour lutter contre ces prophéties auto réalisatrices et leurs conséquences néfastes, Keynes préconise une intervention publique fondée sur le mécanisme du multiplicateur keynésien. Lorsque la demande privée est trop faible et dégénère en dépression économique, l'État peut et doit augmenter la dépense publique : les revenus distribués aux ménages accroissent leur consommation, ce qui augmente les ventes des entreprises qui peuvent, à leur tour, investir dans de nouvelles machines, élevant les ventes d'autres entreprises, et ainsi de suite. Au-delà des justifications économiques à cette intervention, celle-ci s'explique par des motifs de justice sociale : le chômage et les inégalités sont présentées par Keynes comme les « *deux vices principaux du monde économique dans lequel nous vivons* ». À la suite des réflexions pionnières de Keynes, la Nouvelle Économie Keynésienne (NEK) insiste sur le rôle des défaillances de marché et des rigidités empêchant la formation d'un équilibre de marché optimal. Ses plus grands noms sont Joseph Stiglitz, George Akerlof, Janet Yellen ou encore James Alexander Mirrlees, qui ont en commun d'avoir significativement contribué à la réflexion sur l'asymétrie d'information¹.

7. L'École de Chicago

L'école de Chicago désigne un groupe d'économistes libéraux qui s'opposèrent violemment à la théorie keynésienne, à une époque où celle-ci dominait largement le débat intellectuel. Elle se forma autour d'économistes devenus célèbres et qui furent nombreux à être récompensés par le prix Nobel d'économie ; parmi eux, on peut citer Friedrich Hayek (1899-1992), Milton Friedman (1912-2006) ou encore George Stigler (1911-1991). Par-delà leurs différences méthodologiques, ces économistes ont en commun d'avoir dénoncé le rôle

1. L'asymétrie d'information, et, plus généralement, les défaillances de marché, sont étudiées plus précisément dans la fiche portant sur les défaillances de marché.

grandissant joué par l'État dans l'économie, pour des motifs politiques d'une part, et économiques d'autre part. Sur le plan politique, Friedman (1962) comme Hayek (1944) dénoncent la menace que l'interventionnisme étatique fait peser sur les libertés politiques et les risques associés à un pouvoir discrétionnaire excessif confié aux décideurs publics. Sur le plan économique, ils estiment que l'intervention publique est, dans le meilleur des cas improductive, et dans le pire des cas contreproductive en sorte qu'elle devrait se cantonner à la vérification du bon fonctionnement des institutions marchandes.

Leur analyse repose fondamentalement sur l'efficacité du marché comme dispositif de coordination des activités économiques. En laissant les agents échanger librement, le marché conduit à un optimum de Pareto, c'est-à-dire une situation dans laquelle il n'est plus possible d'augmenter le bien-être d'un agent économique sans diminuer le bien-être d'au moins un agent économique. En effet, tant qu'un consommateur est prêt à acheter un bien pour un prix supérieur ou égal à celui qu'un vendeur est prêt à lui proposer, le libre-échange garantit la transaction. L'introduction de régulations publiques ou de taxes ne peut que perturber le bon fonctionnement du marché et, finalement, réduire le nombre d'échanges mutuellement bénéfiques. À titre d'exemple, Friedman dénonce avec force les lois sur le salaire minimum qui justifient l'apparition du chômage : en imposant aux entreprises de payer leurs salariés à un prix plancher, l'État les détourne des travailleurs qui ne créent pas une valeur au moins égale à celle du salaire minimum.

8. L'École du choix public

Née au tournant des années 1960, l'école des choix publics a profondément renouvelé l'analyse des faits politiques en développant une analogie directe entre les comportements politiques et les comportements économiques. Incarnée par des penseurs comme Anthony Downs (1930-2021), Gordon Tullock (1922-2014) et James Buchanan (1919-2013), l'école du choix public décrit les électeurs et les politiciens comme des agents rationnels maximisant leur utilité de la même façon que les consommateurs et les producteurs fondent leurs décisions d'achat et de vente sur la maximisation de leur utilité. En particulier, l'utilité des politiciens dépend directement de leur probabilité d'élection : pour maximiser celle-ci, ils ont donc intérêt à prendre les décisions qui plaisent le plus aux électeurs.

À partir de cette hypothèse, les auteurs de la théorie des choix publics déduisent que les politiciens modifient leurs décisions politiques en fonction du cycle politico-électoral. À l'approche des élections, ils sont tentés d'augmenter les dépenses publiques pour réduire artificiellement le chômage et se faire apprécier des électeurs. Une fois leur réélection passée, ils n'ont d'autre choix que d'abaisser la dépense publique pour rétablir l'équilibre des finances gouvernementales. Indépendamment de leur pouvoir explicatif séduisant, ces théories sont relativement bien corroborées par les données empiriques sur lesquelles elles ont été testées¹. Au regard de ces conclusions pessimistes quant aux sources et à l'efficacité des politiques publiques, les théories de l'école des choix publics sont souvent utilisées pour justifier un démantèlement ou une réduction du champ d'application des services publics.

→ Références

- PHILIPPE AGHION, PETER HOWITT, *A Model of Growth Through Creative Destruction*, *Econometrica*, Vol. 60, n° 2, 1992.
- GEORGE AKERLOF, *The market for "lemons": Quality Uncertainty and the Market Mechanism*, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 84, n° 3, 1970.
- MARC BLOCH, *L'étrange défaite*, 1940.
- JEAN BODIN, *Les Six Livres de la République*, 1576.
- JAMES M. BUCHANAN, RICHARD E. WAGNER, *Democracy in Deficit: The Political Legacy of Lord Keynes*, 1977.
- ANTHONY DOWNS, *An Economic Theory of Political Action in a Democracy*, *Journal of Political Economy*, Vol. 65, n° 2, 1957.
- MILTON FRIEDMAN, *Capitalisme et liberté*, 1962.
- FRIEDRICH HAYEK, *La route de la servitude*, 1944.
- JOHN MAYNARD KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.
- JAMES ALEXANDER MIRRELES, *An Exploration in the Theory of Optimum Income Taxation*, *The Review of Economic Studies*, Vol. 38, n° 2, 1971.
- FRANÇOIS QUESNAY, *Tableau économique*, 1758.
- DAVID RICARDO, *Principes d'économie politique et de l'impôt*, 1817.
- JEAN BAPTISTE SAY, *Catéchisme d'économie politique*, 1815.

1. Voir en particulier l'article de Nordhaus sur ce sujet : *The Political Business Cycle*, *The Review of Economic Studies*, Vol. 42, 1975.